

Jean-Luc Piermay, Colette Schauber 11 octobre 2006

La Victoire, 11 octobre 2006

## **Les villes au secours de l'Afrique**

Jean-Luc Piermay est Professeur à l'Université Louis Pasteur Strasbourg 1. Il s'intéresse à l'Afrique subsaharienne, aux villes et aux questions foncières.

Un point préliminaire s'impose. Il ne s'agira pas de faire un panégyrique de la ville d'Afrique sud-saharienne, ni de présenter la ville en Afrique comme une solution miracle. La vie en Afrique est très difficile, elle est également difficile en ville. Le décrochage économique de l'Afrique est manifeste : le continent ne compte que pour 2% dans les échanges économiques mondiaux. Le secteur informel est une illusion économique : il permet la survie par la débrouille mais ne produit pas de développement.

Cependant il faut abandonner plusieurs clichés. Autant la ville n'est pas le mal absolu, autant les campagnes ne sont pas une alternative réelle ni le refuge d'une prétendue « Afrique authentique ». La ville est une réalité majeure du monde actuel. Comme ailleurs aujourd'hui, en Afrique, elle n'est pas seulement le centre d'un pays ou d'une région ; elle constitue surtout le relais du monde, le lien entre un ici et un ailleurs qui peut être à échelle planétaire. Ce lien passe par le biais de divers réseaux qui fonctionnent d'ailleurs bien entre la grande ville et le reste du monde, presque toujours beaucoup mieux qu'entre la ville et le pays lui-même ! Le rôle de la ville comme contact au monde est d'autant plus grand et « séduisant » que l'Afrique est pauvre. Les villes africaines constituent pour le continent la porte de la mondialisation. La plus grande ville de chaque pays est en même temps sa principale frontière. Cette idée de frontière doit être prise au sens propre, mais aussi au sens que la "frontière" a eu et a encore aux États-Unis : l'idée d'un lieu où on se projette vers autre chose : vers le monde et vers l'avenir. La ville est ainsi un "défi".

Un premier constat s'impose : la situation de la ville africaine comme globalement de l'Afrique est actuellement "impossible". Les signes en sont nombreux. Depuis plus d'un demi-siècle, en compagnie d'ailleurs de la partie septentrionale de l'Afrique jusqu'à ces dernières années, l'Afrique compte les taux de croissance urbaine les plus élevés du monde avec au moins 5% d'augmentation par an. Il y avait 19 millions de citoyens en 1950, il y en a aujourd'hui 210 millions.

Malgré cette croissance urbaine très rapide, le taux d'urbanisation global reste modéré : environ 35% de la population totale. Mais à y regarder de plus près, on trouve à l'échelle du continent des situations extrêmement inégales. Le Rwanda et le Burundi par exemple ont les taux d'urbanisation les plus faibles du monde (moins de 10%), avec un phénomène de rattrapage extrêmement brutal pour le Rwanda depuis le génocide. En revanche, un certain nombre de pays au sud du Sahara ont vu leurs taux d'urbanisation dépasser la barre des 50% (Gabon, Congo, bientôt l'essentiel du golfe de Guinée et la plus grande part de l'Afrique australe). De toute évidence, le reste de l'Afrique suivra.

Ces chiffres induisent de très grands besoins en équipements et infrastructures. Or si c'est dans ces villes africaines qu'on a les besoins les plus importants du monde, c'est aussi là qu'on

a les budgets les plus faibles. Besoins énormes et moyens limités : ce mélange explosif est riche de menaces pour les équilibres urbains. On approche ici les situations de trouble ou de déstabilisation des villes, et donc des États entiers.

Malgré cela, il faut reconnaître dans ces villes africaines sud-sahariennes une intense production urbaine ; ce que les discours ambiants ne disent pas suffisamment. Quand on parle des villes africaines, on les qualifie en général de villes « rentières » car elle se caractérisent par l'importance des activités en lien avec l'Etat, le très grand nombre de fonctionnaires, la présence d'une importante bureaucratie, la captation des richesses de l'ensemble du pays comme des flux venant de l'extérieur par la ville, ainsi que l'existence de réseaux de redistribution sociale qui touchent une bonne partie du corps social. Ces faits sont vrais, même si les programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International ont en partie cassé ces processus (et déstabilisé par la même occasion nombre de sociétés africaines), ces données sont même souvent mesurables.

Mais il y a autre chose. Avant toute considération économique, la ville africaine est aujourd'hui un formidable producteur de « quelque chose » en matière de société et en matière de culture. Elle l'est par la force des choses : la ville attire des gens extrêmement divers, des gens de régions, d'ethnies, de familles différentes, des gens aux coutumes et aux habitudes très variées. La différenciation sociale au sein de la ville est facilitée par cette grande diversité qui offre au migrant plus de possibilités de se détacher de son milieu d'origine. Par exemple, la place des jeunes évolue vu qu'ils sont souvent beaucoup moins soumis qu'au village aux autorités « traditionnelles ». La place des personnes âgées, la place des femmes, la place des familles connaissent des évolutions extrêmement importantes. Toutes ces catégories sociales voient leur statut en ville évoluer « mécaniquement » par le fait même de la masse de la population. De plus la ville offre des opportunités considérables. On peut faire plus de choses en ville qu'au village. Pour ce qui est de l'ouverture sociale, la ville a des atouts incomparables. Plus animée, plus riche de possibilités (même de possibilités de simple débrouille), elle attire. Les migrants ne viennent pas en ville par lubie : il ont tout intérêt à y vivre.

Dans une telle diversité, la première nécessité est de se comprendre, d'échanger entre voisins. Rien que cette nécessité première a pour conséquence des changements à l'intérieur du milieu urbain. Dans ce milieu vivant qu'est la ville, on invente donc beaucoup, et pour commencer un langage. Les villes ont inventé de la langue. En République Centrafricaine s'est développée la langue "véhiculaire" sango qui n'existait pas après la Seconde Guerre mondiale. En 1948, le sango comptait 200 mots et ce qui ne pouvait être exprimé avec ceux-ci était dit en français. En 1965, 2000 mots composaient cette nouvelle langue. Elle s'est étendue par le biais de la radio, des chansons à la mode... Elle est aujourd'hui la langue "nationale" du pays. C'est là un phénomène tout à fait extraordinaire et produit par le fait urbain même.

La ville invente aussi des rapports sociaux et de nouveaux modes d'organisation. Les comités de quartiers, par exemple, qui se sont multipliés depuis le début des années 1990, sont des regroupement de personnes d'un même voisinage, irritées par quelque chose (l'absence de reconnaissance de la part du pouvoir officiel, l'absence d'eau courante ou d'électricité ; les problèmes sont souvent matériels) et qui se regroupent pour protester et pour agir ensemble. Ces liens de solidarité aboutissent en quelques années à la constitution de véritables « lobbies » et des réalisations très concrètes sont menées à bien, par exemple avec l'aide des ONG. Au centre du problème de ces comités de quartier, on retrouve tout le temps la question de l'argent, du financement. C'est autour de l'argent que les solidarités sont les plus difficiles à

constituer ; d'où l'importance de ce "révélateur". Par exemple au Tchad à Ndjaména, un comité de quartier -qui avait pris la charge de collecter les ordures- a réussi à perfectionner petit à petit son système de collecte d'argent de façon à ce que les habitants de quartier apportent tous réellement une contribution financière. D'abord, le comité avait envoyé des percepteurs, mais ces derniers « oubliaient » souvent de restituer l'argent au comité de quartier. On a alors demandé aux collecteurs d'ordures eux-mêmes, qui ne pouvaient plus être payés, d'aller eux-mêmes chercher l'argent, mais ils en gardaient trop pour eux et n'en redonnaient pas assez au comité qui, du coup, ne pouvait plus financer l'achat du matériel. Une troisième alternative a été mise en œuvre : ce sont les femmes du quartier qui ont été responsabilisées et qui ont commencé à gérer la collecte de fonds. Cette solution a beaucoup mieux marché que les deux précédentes. De fait, les femmes sont porteuses d'un certain nombre de valeurs et constituent elles-mêmes un réseau de solidarité au sein du voisinage, un réseau qui les tient.

Cet exemple est très révélateur. Quand on parle d'invention en matière sociale, il s'agit d'un bricolage, de rafistolages, d'une construction progressive, et certainement pas de quelque chose qui sortirait d'une traite d'un cerveau génial. L'invention sociale est un mélange complexe d'ancien et de nouveau. Ainsi, les comités sont un phénomène récent (apparition dans les années 1990), mais ils se fondent sur des "ciments" beaucoup plus anciens, comme des valeurs internes à la société. Dans une tribu du Kenya, le Coca-Cola est devenu la boisson sacrée rituelle. Autre exemple : dans les pays musulmans, l'islam avec ses valeurs est un ciment très fort dans l'invention d'une nouvelle société, dans la mesure où il véhicule notamment la notion fondamentale de confiance réciproque entre les individus. La religion interdit de se dédire ; c'est un élément moteur essentiel dans la constitution de ces liens solidaires, pour construire quelque chose de solide.

Mais qu'en est-il de l'invention en matière économique ? Même si ce n'est pas la plus évidente, elle existe malgré tout. Elle est visible à partir du moment où l'on reconnaît qu'« économie » ne veut pas seulement dire « fric » ou « marché », mais que c'est un tout social.

En Afrique, il n'y a pas d'économie, pas d'entrepreneuriat, sans relations de confiance au sein du groupe. Dans le cas contraire, on court à l'échec. Or comme l'administration ou la justice sont plus ou moins défaillants dans ces États, il y a nécessité de pouvoir se fonder sur des cadres sociaux autres. L'exemple caractéristique est celui des grands commerçants du Sahel, dont l'activité est très ancienne et qui s'étend aujourd'hui à l'échelle internationale : leur organisation est fondée sur des relations sociales très fortes soutenues par les valeurs de l'islam, de la famille, par la persistance de relations patron-dépendants, par des stratégies d'alliance plus modernes où se retrouvent mêlés des hommes politiques...

Un autre domaine où la ville a un grand impact est celui de l'agriculture. La ville a besoin de ravitaillement ! Or les transports sont très difficiles. Donc ce ravitaillement doit venir de près, c'est-à-dire d'une agriculture péri-urbaine voire intra-urbaine. C'est souvent dans ces secteurs qu'on retrouve aujourd'hui les formes d'agriculture les plus novatrices et les plus efficaces de l'ensemble du pays. La proximité de la ville joue le rôle de stimulant.

Quelle leçon en tirer ? Grâce à la ville, on a des sociétés en situation d'apprentissage. Et que reste-t-il à apprendre ? En premier lieu la cohésion sociale. Bien qu'elle existe, elle a encore à progresser. La cohésion doit aujourd'hui être organisée à des échelles de population auparavant inimaginables ; autrefois, le village et la famille, aujourd'hui de grandes villes et des nations.

Ensuite, la question de l'argent demeure centrale, c'est-à-dire celle de son « mode d'emploi », en quelque sorte. Historiquement en Afrique, l'argent a été un puissant déstabilisateur social. Très schématiquement, en le gagnant, les jeunes acquièrent un pouvoir alors que les sociétés traditionnelles sont fondées sur le pouvoir des anciens. Mais ce puissant déstabilisateur qu'est l'argent est aussi récupéré par les milieux sociaux : ce fut la grave question de l'augmentation de la dot. A travers cette augmentation, ce sont bien les anciens qui récupèrent une partie de l'argent gagné par les jeunes. Puis, en ville, la logique d'investissement a fini par dominer. Mais aujourd'hui, l'argent des villes africaines n'est pas vraiment productif. On investit dans le commerce, le foncier, l'immobilier car ces secteurs rapportent beaucoup à court terme et permettent de conforter une position sociale. Mais on n'a pas encore appris à investir de l'argent pour faire encore plus d'argent. La domestication de l'argent est un processus soumis à une logique d'apprentissage.

Il importe réellement de voir l'Afrique à travers ses dynamiques ! A ce titre, l'exploitation des différentiels est un très important moteur. Un différentiel est une différence de niveau dans quelque chose entre deux lieux. L'exploitation de ce différentiel est une incomparable source d'action. Les migrations internationales par exemple se basent sur le différentiel entre l'Afrique et l'extérieur du continent où de meilleurs salaires permettent l'envoi d'argent au pays d'origine.

Dans un premier temps pourtant, les sociétés villageoises étaient plutôt fermées et les partants vus comme des marginaux. Les choses ont évolué. Maintenant, certaines sociétés africaines incitent carrément à la migration, faisant comprendre aux jeunes gens qu'ils ne seront des « hommes » que s'ils migrent. Certains pays d'Afrique de l'ouest comptent des sociétés qui vivent fondamentalement des migrations internationales. Le Sénégal, par exemple, ne vit plus ni de l'arachide, ni de la pêche, ni du tourisme, mais bien de son savoir-faire en matière de migrations internationales.

Il y a aussi des différentiels sur lesquels on peut jouer entre le village et la ville. La notion classique d' « exode rural » ne fonctionne plus vraiment aujourd'hui. Les départs du village vers la ville ne sont plus nécessairement définitifs. Ce sont plutôt des allers-retours continuels en voiture, en bus... Si on a quelque chose à vendre, si on veut rendre visite à quelqu'un, on se débrouille, on se déplace. Idem entre deux États de part et d'autre d'une frontière. Les frontières africaines sont ponctuées de marchés qui sont parfois les lieux les plus actifs du pays.

Un autre différentiel est celui qui existe entre les secteurs économiques formel et informel (c'est-à-dire non réglementé par l'Etat). Mais en réalité en Afrique, la frontière entre formel et informel est loin d'être étanche. Tous ces jeux de part et d'autre de multiples "frontières" sont facilités par les relations sociales. Ainsi, la famille africaine est très large et parfois répartie dans le monde entier (une partie en Afrique, une partie en Europe, une partie aux États-Unis, une partie au village et une partie à la ville...). La distance ne rompt pas les relations. Le groupe qui s'en sort le mieux est celle qui sait le mieux jouer sur ces différentiels. Ainsi les confréries musulmanes sénégalaises tissent-elles de puissants réseaux de solidarité dont les membres sont encadrés où qu'ils soient. Il s'agit bel et bien là d'inventer de nouvelles manières de faire du territoire et de faire de la ville.

On aboutit à des sociétés africaines très mondialisées, même plus mondialisées que nos sociétés occidentales. Comme toutes les sociétés aujourd'hui, mais de manière plus consciente que d'autres peut-être, l'Afrique est en train de domestiquer la mondialisation, chaque société

à sa manière. Le Sénégal en vit même. Nos sociétés auraient même parfois intérêt à s'inspirer de cet exemple africain. Les sociétés africaines touchées par la mondialisation sont en effet beaucoup plus ouvertes, beaucoup plus à même de faire percoler des informations en ce domaine à la base même de la société. Finalement, peut-être nos sociétés résistent-elles en fait mieux à la mondialisation, se laissent moins pénétrer par elle.

Malheureusement à côté de cas comme celui du Sénégal, qui tire plutôt positivement parti de la mondialisation, d'autres sociétés sont complètement perdues face au phénomène. Les situations les plus catastrophiques sont observables dans la région des grands lacs, dans l'est de la République démocratique du Congo, au sein de sociétés déstructurées par les invasions rwandaises, enclavées, instables, et qui sont touchées par la mondialisation à travers les mines de matières précieuses (or, diamant, émeraude, coltan -colombo-tantalite entrant dans la composition des téléphones portables-) de ces régions. Ces matières précieuses qui ont une valeur très forte sous des volumes très faibles peuvent être transportées par petits bouts jusqu'en Europe ou en Amérique, à pied, à vélo puis en avion... Mais dans les villages, leur récolte est si lucrative que toutes les autres activités du lieu s'évanouissent. Il n'y a plus d'agriculture, plus d'école (les élèves et leurs instituteurs sont dans les mines !), plus de dispensaires, les chefs des villages trafiquent ou sont dans la poche de trafiquants. La faible résistance de ces sociétés à la mondialisation s'explique par la déstabilisation récente de leurs valeurs par la guerre. Des valeurs fortement ancrées permettent au contraire de mieux gérer la mondialisation.

Au final, l'impression dominante que donnent les villes africaines est celle d'une évolution très rapide, d'une très grande vitalité. Ce ne sont certes pas des villes sans problèmes. Les inégalités y sont extrêmement fortes et même grandissantes. Les phénomènes d'exclusion se multiplient avec notamment le phénomène des enfants des rues. La délinquance, la violence sont une réalité, parfois à des taux record sur la planète. Les maladies comme le sida et des maladies émergentes frappent. Sans parler de la corruption, des déficits extraordinaires en matière d'équipements et d'infrastructures, de la guerre, des déchirements, des conflits...

Mais même lorsque les gens qui viennent en ville ont tout à apprendre du fonctionnement urbain, ils finissent par s'adapter. On estime qu'environ 10 ans s'écoulent entre l'arrivée en ville et la construction d'une maison sur un terrain qu'on aura acheté, ceci au prix de mille difficultés qu'il faut apprendre peu à peu à surmonter. La ville demande un apprentissage. En Afrique, la richesse est plus qu'en Europe vue comme une richesse en relations sociales. Le riche, c'est celui qui est dans le bon réseau. Le pauvre, c'est celui qui n'a accès qu'à une bribe de réseau. Mais c'est néanmoins en ville que les « exclus » pourront se débrouiller et les gens auront le plus d'opportunités de tisser des liens avantageux.

Malgré ces difficultés, la ville africaine n'en finit pas de durer, y compris les villes en guerre, les villes qui ont connu les affrontements les plus violents. La reprise d'une vie y est en grande partie possible grâce aux cadres sociaux anciens des sociétés qui composent ces villes. La thèse de Bernard Calas sur Kampala, capitale de l'Ouganda, a montré qu'après la guerre cette ville avait retrouvé ses marques grâce à la société autochtone et ses valeurs traditionnelles.

L'Afrique a besoin des villes. C'est par elles que le continent répond aujourd'hui aux défis du monde auxquels aucune société ne peut désormais échapper.

Compte rendu : Colette Schaubert

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)